



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

NFIFL/C1241(Fr)

FAO  
Circulaire sur les  
pêches et l'aquaculture

ISSN 2070-7045

**PRATIQUES POST-CAPTURE POUR RENFORCER L'AUTONOMIE DES FEMMES  
DANS LA PÊCHE ARTISANALE EN AFRIQUE**

Réussites et conseils





**PRATIQUES POST-CAPTURE POUR RENFORCER L'AUTONOMIE DES FEMMES  
DANS LA PÊCHE ARTISANALE EN AFRIQUE**

Réussites et conseils

par

**Patrick Kimani, Bernard Adrien, Ansen Ward et Molly Ahern**

Citer comme suit:

Kimani, P., Adrien, B., Ward, A. et Ahern, M. 2022. *Pratiques post-capture pour renforcer l'autonomie des femmes dans la pêche artisanale en Afrique - Réussites et conseils*. Circulaire de la FAO sur les pêches et l'aquaculture n° 1241. Rome, FAO.  
<https://doi.org/10.4060/cb7918fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-135862-7

© FAO, 2022



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

**Matériel attribué à des tiers.** Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

**Ventes, droits et licences.** Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications)) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org). Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: [www.fao.org/contact-us/licence-request](mailto:www.fao.org/contact-us/licence-request). Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).

## Préparation de ce document

Pour soutenir la mise en œuvre des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté, la Division des pêches et de l'aquaculture de la FAO a élaboré le Programme-cadre sur les Directives sur la pêche artisanale et lancé un certain nombre d'initiatives, notamment le Programme «Renforcer la contribution de la pêche artisanale à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence durables grâce à de meilleures politiques, stratégies et initiatives» (GCP/GLO/645/NOR). Dans le prolongement de cette action en 2020, le Projet «Renforcer l'autonomie des femmes dans la pêche artisanale pour des systèmes alimentaires durables» s'est centré sur la durabilité des systèmes alimentaires. Ainsi, un certain nombre d'activités ont été ciblées, au niveau national ou local, pour soutenir les femmes travaillant dans le secteur post-capture des pêcheries artisanales, cinq pays étant concernés: Ghana, Malawi, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone et Ouganda.

Pour promouvoir le renforcement des capacités des femmes sur le long terme, le Programme a réalisé une étude destinée à identifier les meilleures pratiques post-capture dans la perspective d'une large diffusion auprès des femmes œuvrant dans ce secteur.



# Table des matières

Préparation de ce document	iii
Abréviations, sigles et acronymes	vi
<b>1. Contexte</b>	<b>1</b>
<b>2. Infrastructures</b>	<b>3</b>
2.1 Exemples de bonnes pratiques de développement des infrastructures	3
2.1.1 Considérations relatives à la conception	3
2.1.2 Gestion des infrastructures	6
2.2 Orientations normatives et recommandations en matière de conception, d'utilisation et de gestion des infrastructures	8
<b>3. Technologies post-capture améliorées</b>	<b>9</b>
3.1 Exemples de bonnes pratiques dans les technologies post-capture	9
3.2 Orientations normatives et recommandations en matière de technologies post-capture	11
<b>4. Valeur ajoutée</b>	<b>13</b>
4.1 Aspects essentiels de la valeur ajoutée, du conditionnement et de la commercialisation	14
4.2 Orientations normatives et recommandations en matière de valeur ajoutée, de conditionnement et de commercialisation	17
<b>5. Accès au financement</b>	<b>19</b>
5.1 Exemples de modèles de financement	19
5.2 Orientations normatives et recommandations sur l'accès au financement	22
<b>6. Conclusions</b>	<b>23</b>
<b>Références</b>	<b>25</b>

## Abréviations, sigles et acronymes

<b>AAA</b>	Arrow Aquaculture Africa
<b>ADPES</b>	Association pour une dynamique de progrès économique et social (Sénégal)
<b>AgCOM</b>	Agricultural Commercialization Programme
<b>CLPA</b>	Comité local de la pêche artisanale
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FC</b>	Commission des pêches
<b>FDA</b>	Food and Drugs Authority (Ghana)
<b>FTT</b>	Technique FAO-Thiaroye de transformation du poisson
<b>GIE</b>	Groupement d'intérêt économique
<b>GPHA</b>	Autorité des ports du Ghana
<b>GSA</b>	Autorité des normes du Ghana
<b>JICA</b>	Agence japonaise de coopération internationale
<b>KWFPA</b>	Association des transformatrices de poisson de Kiyindi
<b>MECPROPARC</b>	Mutuelle d'épargne et de crédit pour la promotion de la pêche à Cayar
<b>MECPROPEM</b>	Mutuelle d'épargne et de crédit pour la promotion de la pêche à Mbour
<b>NAFPTA</b>	Association nationale des transformateurs et mareyeurs
<b>NEEF</b>	National Economic Empowerment Fund
<b>PME</b>	production maximale équilibrée
<b>PPE</b>	Équipement de protection individuelle
<b>SEDIT</b>	Initiatives de développement économique et social en Tanzanie
<b>SFMP</b>	Projet de gestion durable de la pêche
<b>SNV</b>	Organisation de développement des Pays-Bas
<b>USAID</b>	Agence des États-Unis pour le développement international
<b>VICOBA</b>	Banque communautaire villageoise
<b>WAMA</b>	Wanawake na Maendeleo – Femmes et développement
<b>WCRP</b>	Conférence mondiale des religions pour la paix
<b>WWF</b>	Fonds mondial pour la nature



# 1. Contexte

La pêche artisanale durable soutient des millions de communautés rurales dans les domaines de l'alimentation, de la nutrition, des revenus et de l'emploi. Elle fait vivre environ 90 pour cent des pêcheurs et autres travailleurs du secteur de la pêche (FAO, 2015) dans le monde. Ces fonctions de soutien sont réparties sur toute la chaîne de valeur, de la pré-capture à la post-capture en passant par la capture. En matière de pêche, le rôle des femmes dans les structures d'appui est d'une importance cruciale car elles représentent environ 47 pour cent des travailleurs du secteur de la pêche et contribuent à la création de 56 millions d'emplois, principalement dans les activités de post-capture telles que la transformation et le commerce (Banque mondiale, 2012). La pêche artisanale durable revêt également une importance culturelle significative pour certaines communautés: elle est liée à leur mode de vie, entretient des liens historiques avec les ressources halieutiques environnantes et renforce la cohésion sociale.

Malgré son importance, la pêche artisanale durable est généralement négligée et marginalisée dans les politiques et les financements. Elle est en effet perçue comme négligeable dans les économies nationales en raison d'un manque de données susceptibles d'attester de sa contribution (FAO et World Fish Centre, 2008). Bien que l'apport des femmes dans le secteur de la pêche soit énorme, leur travail est souvent sous-évalué, ignoré ou sous-représenté dans les statistiques officielles en raison du manque de données ventilées par sexe (Biswas, 2018). À partir de là, on constate que les secteurs économiques dans lesquels les femmes sont majoritaires comme le sous-secteur de activités post-capture, sont insuffisamment financés.

La pêche artisanale durable est confrontée à de nombreux défis et menaces propres au secteur de la pêche tels que le changement climatique, la détérioration des habitats, la perte de biodiversité, la surpêche comme source de diminution des stocks, la mauvaise application des règles et les conflits avec la pêche industrielle. Les défis post-capture auxquels la pêche artisanale durable est confrontée sont les suivants: manque d'installations et d'équipements adéquats tout au long de la chaîne de valeur; technologies de transformation coûteuses et inaccessibles; coût élevé de la valeur ajoutée, de l'étiquetage et de l'emballage; faible capacité technique et financière à respecter les normes de certification et faible accès à un financement adéquat.

Ces enjeux des activités de post-capture sont au cœur de nombreux projets, programmes et investissements en Afrique. Les enseignements tirés des initiatives passées et présentes peuvent nourrir les futures activités de développement, améliorer l'efficacité des interventions et ainsi permettre la réussite des initiatives à venir.

Les pratiques passées et présentes n'étant pas documentées ou demeurant peu accessibles, la vision d'ensemble que propose ce document cherche à valoriser un certain nombre de réussites obtenues en Afrique dans le secteur de la pêche artisanale à partir d'initiatives passées et présentes relatives à la post-capture. Il s'agit principalement d'exemples d'adoption ou de reproduction d'idées, de technologies, de pratiques ou de services qui ont profité ou profitent aux femmes du sous-secteur de la post-capture, exemples susceptibles d'inspirer de futures initiatives.

Les sources de données secondaires ont été examinées et des contacts ont été établis avec les principales parties prenantes. Cela a permis de planifier un travail de collecte de données primaires axé sur des interventions spécifiques au Ghana, au Malawi, en Ouganda, au Sénégal, en Sierra Leone et en République-Unie de Tanzanie. Le présent rapport présente

un résumé des principales conclusions de l'étude documentaire et de la collecte de données primaires. Il décrit les initiatives selon i) la conception et la gestion des infrastructures; ii) l'adoption de technologies nouvelles/améliorées; iii) la valeur ajoutée; iv) les normes et la certification; et v) l'accès au financement.

Le rapport et les orientations s'alignent sur les Directives volontaires de la FAO visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (ci-après Directives sur la pêche artisanale), ils ont également pour objectif d'en soutenir la mise en œuvre. Les Directives sur la pêche artisanale ont été élaborées en complément du Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable (CCPR) de 1995. Elles visent à renforcer la contribution de la pêche artisanale à la sécurité alimentaire et à la nutrition mondiales, au droit à une alimentation adéquate, au développement équitable, à la réduction de la pauvreté, et à la garantie d'un emploi décent aux pêcheurs et aux travailleurs du secteur de la pêche.

Les Directives sur la pêche artisanale invitent les États à investir dans le développement des ressources humaines dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'alphabétisation, de l'inclusion numérique et d'autres compétences de nature technique apportant une valeur ajoutée aux ressources halieutiques, favorisant la promotion du développement social, de l'emploi et du travail décent et assurant l'égalité des sexes. Les Directives sur la pêche artisanale soutiennent la participation des femmes aux activités de post-capture tout en intégrant la dimension de genre qui doit faire partie de toutes les stratégies de développement du secteur de la pêche artisanale. Elles favorisent l'accès des communautés de pêcheurs artisanaux à des services adaptés notamment au regard de l'épargne, du crédit et des régimes d'assurance sachant que l'accès des femmes à ces services doit faire l'objet d'une attention prioritaire.

## 2. Infrastructures

Les infrastructures du secteur de la pêche sont généralement considérées comme des biens publics qui ont fait, à ce titre, l'objet d'interventions majeures de la part des gouvernements et des donateurs. Dans le contexte de cette étude, les infrastructures liées au secteur de la pêche comprennent les sites de débarquement, les ports, les installations de transformation, les marchés de gros et de détail. Elles jouent un rôle essentiel car elles permettent aux producteurs d'organiser, de manipuler, de commercialiser et de stocker le poisson et les produits de la pêche dans des conditions d'hygiène efficaces et conformes aux normes requises. Les Directives sur la pêche artisanale invitent les États à assurer un travail décent à tous les travailleurs du secteur, y compris les travailleurs informels, en s'attachant particulièrement au travail des femmes transformatrices et opératrices de pêche extrêmement vulnérables. Les États doivent également se préoccuper de la santé et de la sécurité au travail mais aussi lutter contre les conditions de travail inéquitables. Ils doivent également intégrer la consultation et la participation des communautés d'artisans pêcheurs dans les processus décisionnels.

Les Directives sur la pêche artisanale soulignent l'importance pour les femmes de disposer d'équipements et de services appropriés pour améliorer leurs moyens de subsistance dans le sous-secteur post-capture. Elles précisent, par ailleurs, la manière dont les États devraient encourager les investissements dans des infrastructures destinées à soutenir les activités post-capture. De telles mesures favoriseraient la commercialisation du poisson et des produits de la pêche dont la qualité et la salubrité sont garanties tant pour l'exportation que pour les consommateurs nationaux. Les principes encadrant la conception et la planification des infrastructures, y compris l'installation de services fondamentaux comme l'approvisionnement en eau, l'électricité et les routes, sont également considérés comme essentiels. Les figures 1 à 4 présentent différents types d'infrastructures.

### 2.1 EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES DE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

Sur la base des critères définis, plusieurs sites de débarquement, de structures de transformation et de marchés ont été identifiés comme «bonnes pratiques» en matière de conception, d'utilisation et de gestion des infrastructures.

#### 2.1.1 Considérations relatives à la conception

Conformément aux normes nationales et internationales relatives aux services de base attendus sur les sites de débarquement, la plupart des installations présentant des indicateurs de bonnes pratiques sont parvenues à intégrer la contribution des parties prenantes lors des étapes de conception, de design et de construction.

Les sites de débarquement sont généralement constitués de quais dotés de divers équipements: vastes plateformes de débarquement ou jetées en béton, sols et dalles en béton pour la réception du poisson, routes pavées, aires de stationnement, clôtures d'enceinte, zones de ravaudage des filets, ateliers de réparation, moteurs de bateaux, bureaux pour le personnel de gestion, stations-service, systèmes de chaîne du froid tels que des unités de production de glace, halles aux poissons, hangars, salles de transformation, installations sanitaires, systèmes de drainage et d'élimination des déchets. L'eau et l'électricité sont disponibles sur la plupart des sites, qui disposent également de réserves de surfaces pour

**FIGURE 1.** Marché aux poissons clôturé et parking bien délimité au port de pêche d'ABS au Ghana



**FIGURE 2.** Bloc administratif du port de pêche d'ABS construit lors de la seconde phase d'amélioration au Ghana





**FIGURE 3.** Travailleuses du secteur de la pêche attendant des poissons sous des hangars dans le bassin de Tema Canoe au Ghana



**FIGURE 4.** Marché de Panyimur en Ouganda



l'extension et le développement. Le site de débarquement de Tema Canoe Basin et le port de pêche d'ABS au Ghana, les sites de débarquement de Joal et de Mbour au Sénégal, et Kiyindi en Ouganda sont ceux qui offrent les meilleures performances en termes de conception et de construction. Ces installations ont été pensées pour répondre aux besoins de différents types d'utilisateurs: pêcheurs, commerçants, fournisseurs d'intrants, vendeurs de nourriture, marchands d'eau, vendeurs de transactions commerciales par téléphone mobile, transporteurs, consommateurs, etc.

En ce qui concerne les infrastructures de transformation du poisson, les unités de transformation de Mballing et Kayar au Sénégal et de Kiyindi en Ouganda ont adopté un système de flux ascendant où les opérations de production successives assurent une progression des produits sans retour en arrière possible, ce qui réduit les risques de contamination croisée. Ces sites de transformation disposent également de bonnes installations sanitaires: toilettes, lavabos, installations d'élimination des déchets, systèmes de drainage et dispositifs de stockage de l'eau. Les sols sont constitués de matériaux faciles à nettoyer et pouvant résister à un lavage ininterrompu. Certaines installations, comme celles de Mballing et de Kayar, mettent à disposition des clients qui en ont besoin de vastes parkings équipés de miradors de sécurité. L'unité de transformation de Mballing est une initiative des femmes transformatrices, des membres de la Fédération du Groupement d'intérêt économiques (GIE) «Bokk Liggéey» et de ses différents partenaires. Cette infrastructure est clôturée et se compose de deux lignes de transformation: l'une pour le poisson salé-séché (comprenant 13 séchoirs solaires ultramodernes appelés Kiraye et trois ateliers de traitement des déchets humides avec chambres froides) et l'autre pour le poisson fumé (comprenant une zone de braisage composée de 21 fours Technique FAO-Thiaroye de transformation du poisson [FTT]). Elle dispose également de deux séchoirs solaires, d'un atelier de transformation de l'huile de poisson et d'une unité de stockage. L'unité de transformation de Kayar dispose de salles de travail, d'une zone de fumage avec des fours améliorés de fumage de poisson, d'une zone de braisage, d'une zone de préparation, d'une zone de séchage avec des claies de séchage et des séchoirs solaires, d'une zone de lavage et de salage, d'une salle de stockage du poisson transformé et d'un abri de stockage du sel.

Le marché aux poissons de Pikine à Dakar, considéré comme le plus grand marché aux poissons d'Afrique de l'Ouest avec une superficie de plus de 6 ha, dispose de plusieurs chambres froides, de conteneurs réfrigérés, d'un générateur et d'étals pour la vente au détail. C'est un marché moderne et bien conçu, construit grâce à une participation publique soutenue. Il a été édifié avec un soutien financier de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) en 1989, puis agrandi en 1998. En 2017, il a été réhabilité par le Ministère de la pêche et de l'économie maritime pour remédier à de nombreux problèmes: manque chronique d'électricité, fermeture des unités de production de glace et des chambres froides, insécurité et conditions de travail insalubres. Depuis, l'état général du marché a radicalement changé, notamment en termes de sécurité, de collecte des recettes et d'hygiène.

### **2.1.2 Gestion des infrastructures**

La gestion des infrastructures et des équipements est généralement confiée par les autorités nationales aux autorités locales par le biais de concessions. Ce mandat est ensuite partagé entre des comités opérationnels locaux intégrant les usagers, des prestataires de services privés et les autorités locales.

La gestion déléguée du gouvernement central aux autorités locales, puis confiée aux utilisateurs dans le cadre de comités, sur la base d'une répartition claire des responsabilités, apparaît comme une bonne pratique. On peut trouver des exemples de gestion déléguée dans les ports de pêche (Tema et ABS) du Ghana placés sous

### Encadré 1. Exemple de modèle de gestion intégrant un opérateur économique

La gestion du port est assurée par le chef des pêcheurs et le conseil, sous la surveillance de l'Autorité portuaire du Ghana (GPHA). Afin de faciliter la diffusion des informations à toutes les parties prenantes, les dirigeants ont créé une plateforme sur les médias sociaux (Groupe WhatsApp) à l'intention des différentes associations de pêcheurs.

Le conseil se félicite du nettoyage du port qui est effectué par une entreprise de nettoyage sous contrat avec la GPHA. Afin de recueillir des fonds pour la gestion de l'installation, le conseil perçoit des droits de débarquement sous forme de poissons débarqués pour être vendus: une caisse par pirogue équivaut à 30 kg. Le prix d'une caisse de poisson ordinaire est en moyenne de 12 USD alors qu'un bateau en haute saison peut débarquer en moyenne 160 caisses (environ 5 tonnes) d'une valeur estimée à 1 937 USD. Les droits de débarquement représentent donc environ 1 pour cent des débarquements de poissons.

Des fonds sont également générés par la vente de carburant pré-mélangé pour bateaux. Actuellement, le produit de cette vente est utilisé pour construire un hébergement dans l'école secondaire de la communauté. Toutes les factures d'eau et d'électricité sont payées à la GPHA qui les reverse aux agences concernées.

la responsabilité principale de la Ghana Ports and Harbours Authority (GPHA) et conformément à la loi 160 du PNDC. Les responsables des pêcheurs et les conseils de pêcheurs jouent un rôle majeur dans la gestion du site de débarquement. Les 'reines du marché' (Konkohemaa) – femmes transformatrices directement responsables des activités du marché – font également partie des conseils de pêcheurs. Les comités de gestion engagent des prestataires pour assurer les services de nettoyage (voir encadré 1). L'implication de tous ces opérateurs économiques garantit une prestation continue des services et est considérée comme une bonne pratique.

Au Sénégal, la gestion des sites de débarquement de Joal et de Mbour a été confiée aux mairies par la loi sur les concessions. Par le biais d'un contrat de sous-concession, les mairies en ont ensuite confié la gestion au GIE interprofessionnel «DIAMO-PÊCHEUR MAREYEUR» à Joal et à «Liggey Tefes» à Mbour. Les contrats de concession et de sous-concession impliquent différents acteurs dans la gestion et la maintenance. À côté de ces différents acteurs, les CLPA (Comité local de la pêche artisanale) de Joal et de Mbour sont chargés de valider les actions de gestion des parties prenantes. Le marché aux poissons de Pikine dispose également d'un comité de délégués habilité à prendre les décisions. Le LS de Kiyindi, les installations de transformation du poisson et les installations du marché disposent d'un système de gestion déconcentré similaire, avec des comités et des groupes de transformateurs de poisson (par ex., Kiyindi Women Fish Processors Association-KWFPA) placés sous la supervision d'agents du gouvernement. Ils sont responsables de la gestion des installations de transformation.

La participation des usagers à la gestion améliore leur mode d'appropriation des installations et accroît leur responsabilité; elle améliore aussi la perception des recettes, la planification des activités et la programmation des opérations de maintenance. Cette pratique contribue à la viabilité économique et à la durabilité des infrastructures. Sur le site de débarquement de Joal, au Sénégal, par exemple, les recettes générées en 2020 ont atteint 214 418 USD pour un montant de dépenses de 205 176 USD, un excédent de 9 242 USD étant enregistré. Par ailleurs, les recettes de Mbour ont été de 170 425 USD pour un montant de dépense de 169 316 USD, un excédent de 1 109 USD étant enregistré. Sur le site de débarquement de Tema Canoe Basin au Ghana, les recettes ont été de 2 154 399 USD pour des dépenses



de 1 256 732 USD avec un excédent de 897 666 USD. Ces résultats remarquables sont dus au choix d'une gestion prudente intégrant les utilisateurs par le biais de comités ainsi qu'à l'engagement des opérateurs économiques dans la gestion, ces démarches constituant des gages d'efficacité.

## 2.2 ORIENTATIONS NORMATIVES ET RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE CONCEPTION, D'UTILISATION ET DE GESTION DES INFRASTRUCTURES

L'étude suggère un certain nombre de recommandations dans les domaines de la conception, de l'utilisation et de la gestion des infrastructures. Elles sont présentées ci-dessous:

1. **Une conception des installations et des équipements, à la fois adaptée et participative, contribue à leur acceptation par les utilisateurs:** La participation des communautés à la conception initiale des infrastructures est l'un des facteurs de réussite de leur mise en place. Elle crée un sentiment d'appropriation, les communautés étant conduites à considérer que les infrastructures sont là pour résoudre leurs problèmes. Des éléments cruciaux doivent toutefois être pris en compte dès la phase de conception: il faut d'abord prévoir l'implantation des équipements dans des zones où les activités de pêche sont importantes et/ou dans des zones disposant de services de base tels que des voies d'accès, de l'eau, de l'électricité, autant d'éléments qui pourront ensuite être intégrés au projet et le servir pleinement. Au fur et à mesure de l'extension du nombre d'utilisateurs il deviendra nécessaire d'étendre les infrastructures pour répondre aux nouveaux besoins. Il faut donc aussi, dès la phase de conception, s'assurer que l'on dispose d'une réserve foncière qui soit suffisante et présente une bonne topographie ainsi qu'un drainage satisfaisant.
2. **Décentraliser et définir clairement les rôles et responsabilités des opérateurs publics pour renforcer l'appropriation:** Afin de renforcer le sentiment d'appropriation, les autorités devraient décentraliser les fonctions de gestion opérationnelle vers les autorités locales, bien définir les responsabilités et les répartir clairement entre les différentes structures publiques.
3. **Assurer une gestion participative:** Dans le cadre des accords de décentralisation, les autorités devraient veiller à associer les représentants des usagers à l'exploitation des installations et des équipements: cela stimulerait la responsabilisation et faciliterait donc l'appropriation.
4. **Assurer l'implication des agents économiques dans les opérations:** Tous les exemples qui ont été présentés ici montrent que le rôle des agents économiques (opérateurs du secteur privé) est essentiel. Ils sont en mesure d'assumer des fonctions que, par nature, les gouvernements sont incapables de prendre en charge, notamment du fait des obstacles bureaucratiques qui existent. Ajoutons que les agents économiques ont aussi le sens de l'efficacité commerciale.
5. **Concevoir et mettre en œuvre des procédures opérationnelles standard d'assainissement:** Pour s'assurer que les procédures sont durablement suivies, il est important de considérer ces procédures comme un point de passage obligé. L'application constante de normes d'assainissement rigoureuses dépend des mesures qui ont été mises en place dès le départ pour garantir un respect continu de ces règles.
6. **Améliorer la durabilité par une gestion financière prudente:** Une gestion opérationnelle et durable des infrastructures et des équipements suppose la mise en place d'une gestion globale capable de collecter les recettes nécessaires. Il est recommandé aux organismes publics, qui sont les principales parties prenantes des infrastructures de pêche, de prendre des mesures pour mettre en œuvre une gestion globale dotée des compétences et des mécanismes nécessaires à la collecte des recettes. C'est par une gestion financière prudente, soutenue par des mesures de rationalisation des coûts et d'amélioration de l'efficacité, que l'on pourra générer des excédents et se donner ainsi les meilleures chances de viabilité et de prestation de services à long terme.



### 3. Technologies post-capture améliorées

L'adoption de technologies avancées peut améliorer la qualité et l'innocuité des produits, réduire les pertes et les déchets alimentaires, avoir des effets bénéfiques sur l'environnement, faire gagner du temps et améliorer les conditions de travail tout en réduisant les coûts.

Les femmes qui dominent le sous-secteur post-capture dépendent fortement des technologies, s'agissant notamment de la transformation du poisson par séchage, salage et fumage. La transformation est souvent obligatoire en cas d'absence ou de défaillance de la chaîne du froid. Elle prolonge la durée de conservation (jusqu'à plusieurs mois) et rend le poisson transportable sur de longues distances.

Les Directives sur la pêche artisanale mettent l'accent sur la prévention des pertes et des déchets post-capture et cherchent à promouvoir la valeur ajoutée en prenant en compte les technologies traditionnelles et locales rentables ainsi que les innovations et les transferts de technologie culturellement appropriés. La technologie a également des implications au niveau de la promotion de pratiques écologiquement durables qui évitent le gaspillage d'intrants comme l'eau et le bois de chauffage. Ces mesures améliorent également l'efficacité énergétique dans le sous-secteur, ce qui contribue à la lutte contre le changement climatique.

#### 3.1 EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES DANS LES TECHNOLOGIES POST-CAPTURE

L'étude a porté sur un certain nombre de technologies de transformation améliorées visant à faciliter le travail des femmes. L'utilisation de récipients en plastique fabriqués localement pour la manutention du poisson et la mise en place de claies de séchage surélevées constituent des exemples qui peuvent être reproduits et adoptés à grande échelle.

##### Fabrication de conteneurs en plastique perforé

Lorsqu'il parvient aux transformatrices et commerçantes, le poisson qui a été transformé à bord des bateaux de pêche peut s'avérer de moindre qualité mais aussi générer un nombre important de pertes et de gaspillages alimentaires. C'est pourquoi toute amélioration de la manutention du poisson à bord des bateaux et avant transformation présente un grand intérêt pour ces femmes. L'étude a mis en évidence que pour améliorer la manutention des petits pélagiques à bord des bateaux en Ouganda, il était important d'utiliser des conteneurs en plastique fabriqués localement (voir la figure 5). À Kiyindi, sur le lac Victoria, les jerricans en plastique perforés sont largement utilisés pour la manipulation et le transport des

FIGURE 5. Conteneurs pour stocker les petits pélagiques en Ouganda



cyprinidés argentés (*Rastrineobola argentea*) appelés localement *mukene*. En effet, des jerrycans en plastique vides, généralement utilisés pour l'huile de cuisson, permettent de fabriquer des conteneurs à faible coût. On perce les côtés du jerrican et on pratique une ouverture sur le dessus. Ces conteneurs permettent de protéger les poissons contre les chocs et les détériorations; ils facilitent par ailleurs l'écoulement de l'eau et réduisent les risques d'altération. En cas d'avarie, la dégradation pourra affecter certains conteneurs sans pour autant s'étendre à l'ensemble des prises. Le conteneur facilite enfin le déchargement et le transport ultérieur du poisson vers le site de transformation.

### Adoption de claies de séchage pour les petits pélagiques

Traditionnellement, le poisson est séché à même le sol et dans des conditions peu hygiéniques, avec un risque d'altération par le sable et la saleté. Les technologies améliorées se sont principalement axées sur la promotion de claies de séchage surélevées et de séchoirs solaires. L'étude a mis en évidence que les femmes transformatrices étaient intéressées par l'adoption et la reproduction des claies de séchage surélevées. En effet, bien que les séchoirs solaires présentent des avantages en termes de contrôle du processus et de qualité du produit final, l'étude n'a pas constaté que cette technologie était adoptée à grande échelle. Lorsque cela s'est produit, l'entretien de la plupart de ces séchoirs s'est avéré problématique.

FIGURE 6. Claies de séchage en Ouganda



Le séchage des petits pélagiques (*Rastrineobola argentea*) sur des claies trouve son origine en Ouganda. Elles sont construites en bois ou en métal et les poissons sont placés sur des filets à mailles de qualité alimentaire attachés au cadre. Elles ont été introduites par le biais de projets de développement et par une entreprise du secteur privé, Arrow Aquaculture Africa (AAA) Company à Buikwe, qui a elle-même importé le concept des pêcheurs du lac Kariba qui utilisent des claies surélevées pour sécher le *kapenta* (*Limnothrissa miodon*). La technique des claies a été largement adoptée par les transformateurs du lac Victoria. Elles ont permis d'améliorer la qualité des produits et de réduire les pertes post-capture. Les transformateurs considèrent que ces claies réduisent le temps de séchage du poisson et assainissent le produit fini, désormais propre et dépourvu de sable puisque protégé de tout contact avec le sol. Les acheteurs apprécient l'amélioration de la qualité et sont prêts à payer deux à trois fois plus cher par rapport aux prix pratiqués pour le *mukene* séché par terre au soleil. Les claies de séchage permettent de réduire la perte de *mukene*. Ce succès des claies a entraîné d'autres innovations porteuses de valeur ajoutée: nouvelles pratiques d'emballage et d'étiquetage, diversification des produits comme le mukene frit, salé et en poudre.

L'étude a par ailleurs constaté que des faiblesses au niveau de la planification, la conception, l'installation et l'environnement ont entravé l'adoption et la diffusion de ces technologies améliorées. Les principaux obstacles à l'adoption des technologies sont les suivants:

- Espace réduit sur les sites de débarquement et les unités de transformation en raison de l'installation de nombreux autres équipements et infrastructures. Les claies de séchage, par exemple, nécessitent un espace qui n'est pas toujours disponible.
- Réticence des transformateurs à abandonner leurs pratiques traditionnelles.
- Technologie peu adaptée au volume de poisson habituellement transformé.
- Absence d'incitation commerciale en faveur d'une amélioration qualitative de la production.
- Coûts d'investissement trop élevés.
- Manque d'entretien ou difficultés de réparation des technologies améliorées, notamment lorsque les transformateurs n'ont pas été associés aux étapes de conception et de construction.
- Sensibilisation insuffisante des consommateurs à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments, et donc désintérêt quant à l'amélioration de la qualité des produits.

### 3.2 ORIENTATIONS NORMATIVES ET RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE TECHNOLOGIES POST-CAPTURE

1. **Associer les utilisateurs finaux à la conception et l'adoption des technologies post-capture:** Les nouvelles technologies présentent souvent des défauts qui ne sont identifiables qu'à l'usage. Travailler avec les utilisateurs finaux durant les phases de conception et de test peut aider à identifier les problèmes, améliorer la conception et mesurer les taux d'adoption des technologies.
2. **Les technologies doivent être abordables:** Les transformateurs du secteur de la pêche artisanale sont prêts à adopter des technologies post-capture abordables si celles-ci répondent à leurs besoins. Les transformateurs ont souvent des ressources financières limitées pour investir dans de nouvelles idées et ils ne sont pas prêts à prendre des risques. Une technologie qui aura été acquise à faible coût sera plus attrayante et plus facilement adoptée.
3. **Lien avec la valeur ajoutée:** D'autres facteurs importants peuvent aider à adopter de nouvelles technologies tels que l'augmentation de la qualité, la certification, l'emballage, l'étiquetage, tous ces éléments permettant d'obtenir de meilleurs retours sur investissement dans les nouvelles technologies.
4. **Encourager le partage des coûts:** Le partage des coûts de l'investissement initial entre les bénéficiaires et les promoteurs (gouvernements et donateurs, par exemple) contribue à améliorer le taux d'adoption et d'appropriation. Le cofinancement de la part dévolue aux bénéficiaires peut être apporté en espèces mais aussi en nature (apport de main-d'œuvre et fourniture de matériaux de construction, par exemple). Les bénéficiaires peuvent également s'impliquer dans l'entretien et la maintenance des équipements.
5. **Créer un environnement commercial favorable, à l'initiative des pouvoirs publics:** Les incitations économiques liées aux produits améliorés, l'aide au développement des produits, la sensibilisation aux avantages de proposer des aliments de qualité et salubres, etc. sont susceptibles d'influencer le comportement des consommateurs en faveur de la différenciation des prix, d'encourager la demande de produits de meilleure qualité et d'inciter les transformateurs à adopter des technologies améliorées.
6. **Encourager les échanges entre acteurs:** Les échanges entre acteurs peuvent augmenter les taux d'adoption des technologies améliorées par les transformateurs. Il s'agit aussi de valoriser les succès en les faisant largement connaître pour les faire adopter par d'autres transformateurs.

7. **Adapter la technologie aux besoins:** La recherche et le développement doivent veiller à ce que les technologies trouvent un équilibre entre capacité de transformation, volume de poisson transformé et coûts d'investissement. La technologie doit être en mesure de prendre en compte la question du volume de poisson et celui-ci doit être adapté aux capacités technologiques.
8. **Innovation:** Pour pouvoir relever les principaux défis comme le séchage du poisson durant la saison des pluies, il importe de promouvoir la recherche et le développement de technologies améliorées peu coûteuses. Les innovations liées à la technologie de séchage et à la protection du poisson séché contre la pluie semblent donc être particulièrement intéressantes.

## 4. Valeur ajoutée

La valeur ajoutée est le processus qui consiste à ajouter de la valeur aux produits (à partir de matières premières) ou à leur adjoindre des caractéristiques «supplémentaires» (amélioration de la qualité, produits plus pratiques ou plus désirables, produits nouveaux, réduction des coûts) ce qui se traduit souvent par une augmentation de la valeur économique pour le producteur. Cela permet aux pêcheurs, aux transformateurs ou aux opérateurs de pêche d'accéder à des marchés nouveaux et de plus grande valeur. Il peut s'agir de fabriquer un produit à base de poisson pour un marché spécifique ou tout nouveau (détourner le poisson de faible valeur de l'alimentation animale vers un marché de consommation humaine de plus grande valeur); d'améliorer la qualité du produit final grâce à de meilleures pratiques d'hygiène, de manipulation et de transformation; d'appliquer des techniques de transformation et de conservation comme la déshydratation, le séchage, le fumage, la congélation; de développer des produits innovants tels que les poudres de poisson ou les produits à base de poisson; ou de modifier la façon dont le poisson est emballé et étiqueté. La valeur ajoutée peut entraîner une certification par des organismes qui contrôlent la sécurité sanitaire des aliments et la normalisation.

Les Directives sur la pêche artisanale mettent l'accent sur les chaînes de valeur, la post-capture et la commercialisation et soulignent l'implication des acteurs du secteur post-capture dans les prises de décision, les femmes constituant la majorité des personnes de ce secteur. Les Directives sur la pêche artisanale reconnaissent le rôle central des acteurs du sous-secteur post-capture dans la chaîne de valeur. Elles invitent toutes les parties à éviter les pertes et les gaspillages et à chercher des moyens de créer de la valeur ajoutée. Les Directives sur la pêche artisanale notent également qu'il existe parfois des relations de pouvoir inégales entre certains acteurs de la chaîne de valeur et soulignent que les groupes vulnérables et marginalisés comme les femmes peuvent avoir besoin d'un soutien spécifique.

Les Directives sur la pêche artisanale soulignent l'importance de la qualité et de la l'innocuité des produits de la pêche et incitent les États à faciliter les investissements dans les infrastructures appropriées, les structures organisationnelles et le développement des capacités. Elles aident ainsi le sous-secteur post-capture de la pêche artisanale à produire, de manière responsable et durable, des poissons et des produits de la pêche sains et de bonne qualité. En améliorant la qualité des produits et donc en facilitant l'accès aux marchés, ces mesures sont particulièrement utiles aux femmes qui sont très présentes dans le secteur post-capture de la pêche artisanale. Ces dispositions doivent à la fois s'appliquer aux marchés d'exportation et aux marchés intérieurs. Les gouvernements devraient établir des normes de sécurité uniformes afin que: i) tous les consommateurs bénéficient des mêmes niveaux de protection; ii) tous les producteurs de denrées alimentaires, qu'ils soient nationaux ou étrangers, soient traités équitablement par l'application des mêmes niveaux de sécurité; et iii) les consommateurs soient informés des normes de protection appliquées. Les gouvernements devraient aussi pouvoir aider les femmes et les personnes les plus vulnérables à se conformer aux exigences en matière de certification.

Parmi les avantages de la valeur ajoutée, citons l'augmentation des revenus, la création d'emplois, l'amélioration de la sécurité alimentaire, les avantages nutritionnels et la confiance accrue des consommateurs. Bien que la promotion de la valeur ajoutée profite aux productions maximales équilibrées (PME) et à certains groupes de consommateurs, elle peut aussi nuire aux consommateurs à faible revenu en les privant de poissons et de produits de la pêche nutritifs et peu coûteux. Qu'ils soient positifs ou négatifs, ces différents aspects de la valeur ajoutée doivent pouvoir être reconnus et atténués.



#### 4.1 ASPECTS ESSENTIELS DE LA VALEUR AJOUTÉE, DU CONDITIONNEMENT ET DE LA COMMERCIALISATION

L'étude a permis d'identifier des exemples de création de plus-value au sein de différents pays. Cette partie résume les principales caractéristiques des initiatives réussies en matière de valeur ajoutée. Les produits à forte valeur ajoutée sont le poisson fumé, les crevettes fumées ou séchées en poudre, le poisson séché en poudre, le poisson frit, grillé et séché, vendu sous forme de snacks prêts à consommer. Les saucisses de poisson, les samosas et les filets de poisson frais sont aussi des produits dignes d'intérêt. La plupart de ces produits, sinon tous, sont conditionnés sous diverses formes et étiquetés pour la vente au détail. Le poisson séché et réduit en poudre peut trouver sa place dans les programmes d'alimentation scolaire car, mélangé au porridge ou à d'autres plats locaux, il augmente la teneur en nutriments des repas des enfants. Les figures 7 et 8 montrent des exemples de produits à valeur ajoutée.

FIGURE 7. Produit à valeur ajoutée au Ghana



FIGURE 8. Produit à valeur ajoutée en Ouganda



Les produits à valeur ajoutée sont généralement fabriqués à l'aide d'une variété de dispositifs techniques allant du plus simple au plus complexe. La complexité des équipements dépend de la capacité financière du producteur et du produit fini attendu. La plupart des producteurs utilisent des équipements relativement simples qui varient en fonction des espèces traitées et des produits à fabriquer. Il s'agit notamment de bols, de paniers, de couteaux, de mixeurs, de balances, de claies de séchage, de fours de fumage améliorés, de vêtements appropriés (PPE), de machines à emballage sous vide, de machines de pressage à froid, de machines de découpe et de broyeurs à marteaux. Cela montre que l'on peut générer de la plus-value avec des équipements simples et bon marché. Dans certaines situations, les transformateurs s'en remettent à d'autres acteurs pour pouvoir utiliser des technologies plus coûteuses comme les broyeurs à marteaux commerciaux qui permettent de produire de la poudre de poisson.

Produire de la plus-value nécessite de pouvoir accéder à des sources d'énergie comme le bois de chauffage, le charbon de bois, l'électricité, mais aussi à l'eau et à des produits d'emballage comme les sacs en plastique, les bouteilles et les pots en plastique et en verre. La main-d'œuvre impliquée dans la production est à la fois qualifiée (les transformateurs formés) et non qualifiée (les porteurs et les travailleurs manuels).

La valeur ajoutée d'un produit est presque toujours liée à un type d'emballage ou d'étiquetage ainsi qu'à différents formats de paquets allant de 100 g à 1 kg. Les producteurs ont identifié ou créé leurs propres niches de marché et ciblent principalement, sur les marchés locaux et extérieurs, les consommateurs à revenus moyens et élevés. Les débouchés habituels sont les supermarchés, les stations-service ou la vente directe aux consommateurs. Néanmoins, les produits à valeur ajoutée sont également achetés par des consommateurs à faible pouvoir d'achat qui optent pour des emballages de plus petite taille. Les entreprises sont généralement enregistrées. Certaines disposent de structures de gestion et de comptabilité.

Les responsables de l'approvisionnement des supermarchés sont des acteurs essentiels car ils sont chargés de passer les commandes de produits. La commercialisation se fait également par le biais des contacts personnels des producteurs qui utilisent aussi parfois les médias sociaux. Certains producteurs disposent de leurs propres points de vente au détail.

La disponibilité du poisson étant tributaire de la saison de pêche, c'est le caractère saisonnier de l'approvisionnement en matière première qui constitue l'un des plus grands défis auxquels sont confrontés de nombreux producteurs.

La valeur ajoutée suppose des normes d'hygiène et de manutention plus élaborées ou plus rigoureuses. Il peut s'agir de normes nationales ou internationales qui exigent l'application de bonnes pratiques de gestion. Les autorités nationales sont chargées de certifier le respect des normes, ce qui est important pour permettre l'accès au marché et pour attester que les produits répondent aux exigences de sécurité sanitaire des aliments. La certification présente l'avantage de faciliter l'accès à des marchés plus intéressants aux niveaux local et international et de procurer les résultats escomptés en termes de prix, de revenus et de fiabilité des débouchés.

L'étude montre que le processus de certification suit, dans les pays concernés, des étapes, des procédures et des normes similaires, alignées sur les directives du Codex Alimentarius. La certification suit quatre règles de base: i) l'entreprise doit être dûment enregistrée; ii) les structures de transformation doivent être agréées et conformes; iii) elles doivent répondre à toutes les normes et satisfaire à des tests de conformité; iv) l'emballage et l'étiquetage doivent respecter les normes. Dans le cadre de la délivrance

### **Encadré 2. Exemple de processus de certification des produits au Ghana**

Au Ghana, la Ghana Standards Authority (GSA) et la Food and Drugs Authority (FDA) sont chargées de la réglementation des normes de l'industrie alimentaire. Elles ont élaboré 25 normes pour le poisson et les produits de la pêche.

La FDA assure la certification des poissons et des produits de la pêche destinés aux marchés locaux, tandis que la GSA est chargée de certifier les poissons et les produits de la pêche destinés à l'exportation. Afin d'encourager l'adoption de normes pour la pêche artisanale au Ghana, le système de certification de classe 1 a été élaboré en collaboration avec les parties prenantes du secteur de la pêche: la Commission des pêches (FC), la GSA, la FDA, l'Association nationale des transformateurs et négociants de poisson (NAFPTA) et le monde universitaire (Université de Cape Coast), avec le soutien de l'USAID/SFMP et de la SNV. Ces parties prenantes sont également impliquées dans un processus conjoint de certification.

Dans le cadre de ce programme, un transformateur de poisson se voit délivrer un certificat de reconnaissance renouvelable tous les 3 ans et jusqu'à présent, ce sont vingt transformateurs de poisson qui ont été certifiés de cette façon. La FDA et la Ghana Enterprise Agency prévoient d'étendre progressivement le système de certification à d'autres entreprises.

Les transformateurs certifiés ont fait état de progrès en matière de commercialisation et de relations fructueuses avec des institutions comme les banques, les organismes publics et les entreprises, ce qui a conduit à une augmentation de leurs ventes et leurs bénéfices. En outre, au niveau local, leurs produits ne nécessitent pas d'autres inspections par les acheteurs comme les supermarchés.

d'une licence, des inspections sont effectuées par les autorités chargées de l'alimentation, du contrôle des médicaments ou de l'application des normes pour s'assurer de la conformité des produits. L'enregistrement d'un produit ou de ses dérivés nécessite à chaque fois l'établissement d'un certificat d'analyse (rapport d'analyse), une vérification de l'étiquette et des tests de confirmation. Les tests contrôlent à la fois les paramètres microbiologiques et physicochimiques. Il est également obligatoire de faire figurer le code-barres sur l'étiquette. L'encadré 2 présente le processus de certification des produits qui a été mis en place au Ghana.

Les transformateurs qui ont certifié leurs produits ont observé une amélioration de la confiance et de l'approbation des clients et donc un accroissement des ventes à des prix plus élevés. Ils attribuent cette réussite à la certification de leurs produits. Cependant, malgré l'existence de normes pour les produits qui ont été séchés, en poudre et commercialisés sous d'autres formes, la mise en place de systèmes de certification et l'application des normes dans les chaînes de valeur de la pêche artisanale durable ont été lentes. Cela s'explique par les coûts élevés de la mise à niveau des équipements et des installations, par le coût de la certification et par une méconnaissance des exigences des processus de certification. Dans certains cas, la répartition des rôles et des responsabilités entre les différents acteurs/autorités de réglementation a pu semer la confusion chez les petits exploitants.



## 4.2 ORIENTATIONS NORMATIVES ET RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE VALEUR AJOUTÉE, DE CONDITIONNEMENT ET DE COMMERCIALISATION

1. **Financement de la valeur ajoutée:** De nombreux transformateurs s'autofinancent en raison des difficultés d'accès aux soutiens des banques et des institutions. Presque tous les transformateurs interrogés ont autofinancé leurs activités en tant que propriétaires uniques de leur entreprise. Seuls quelques-uns ont eu accès aux prêts des banques et à des opérateurs de microfinance. Cependant, les associations rurales d'épargne et de crédit ont montré qu'elles constituaient une excellente source de financement pour les transformateurs. L'accès au financement pour l'investissement et le fonds de roulement peut encore être amélioré, tant pour créer de la valeur ajoutée que pour couvrir les coûts associés aux systèmes de certification.
2. **Accès aux informations sur le marché pour les produits à valeur ajoutée:** Les transformateurs ont généralement cherché à identifier et à créer leurs propres niches de marché pour les produits à valeur ajoutée en ciblant principalement les consommateurs à revenus moyens et élevés. Cependant, l'accessibilité et l'utilisation des informations concernant le marché sont limitées et les transformateurs devraient chercher à mieux appréhender la demande et les habitudes des consommateurs.
3. **La certification des produits améliore l'accès au marché:** La certification des produits par les organismes nationaux de réglementation permet d'accéder plus facilement aux marchés de référence et aux marchés spécialisés. Les autorités devraient s'efforcer de faciliter et de rendre plus abordable la certification pour les producteurs.
4. **Promouvoir les petits pélagiques en tant que source d'aliments nutritifs:** Historiquement, les petits pélagiques ont toujours été ignorés en tant que source de nourriture et ils existent encore moins en tant que produit à valeur ajoutée. Dans la plupart des cas, les petits pélagiques sont transformés dans des conditions peu hygiéniques ce qui les relègue au rang d'aliments pour animaux et de produits de faible valeur. Ce problème est toujours présent et des efforts doivent être faits pour y répondre. Des campagnes nationales pourraient ainsi être lancées pour promouvoir les avantages nutritionnels et économiques des petits pélagiques et pour stimuler la demande de ces aliments partout où cela est possible.
5. **Promouvoir la sensibilisation concernant les produits à valeur ajoutée:** Il existe encore une marge de manœuvre importante en matière de création de valeur ajoutée. En Afrique, la plupart des transformateurs se concentre sur la transformation artisanale du poisson (séchage, friture et fumage par exemple). Ce type de transformation primaire limite la portée commerciale des produits traditionnels. De nombreux consommateurs de poisson ne connaissent pas les produits à valeur ajoutée. Il faut donc les sensibiliser à la consommation de poissons et de produits de la pêche de qualité: il peut s'agir de publicités, de foires aux poissons, de campagnes publiques et de mobilisations des médias.
6. **Faciliter l'accès aux infrastructures et aux services de transformation:** Les gouvernements nationaux et les autorités locales devraient garantir la propreté des marchés et la mise à disposition d'installations sanitaires et d'espaces de stockage pour les négociants et les transformateurs de poisson. Au-delà, il faut absolument encourager ces autorités à engager des fonds pour investir dans des infrastructures publiques telles que les systèmes de refroidissement, l'approvisionnement en eau et en électricité et les ateliers de transformation. Il appartient aux gouvernements de veiller à ce que ces infrastructures soient correctement gérées selon les normes d'hygiène et de qualité les plus élevées pour la transformation du poisson, permettant ainsi aux producteurs de satisfaire aux normes nationales et aux

exigences de certification.

7. **Promouvoir une bonne manutention du poisson à tous les niveaux afin d'assurer sa valorisation:** La qualité du poisson est l'élément fondamental pour sa valorisation. Elle est inextricablement liée à la manutention, à la capture, au débarquement et à la transformation du poisson. Les administrations doivent donc intensifier la formation des acteurs (pêcheurs, transformateurs et opérateurs de pêche) à la manutention ainsi qu'à la transformation et veiller à la bonne application des normes en ces domaines. Il s'agit aussi d'encourager les bonnes pratiques en facilitant l'accès aux installations, aux équipements, aux matériels et aux services les plus adaptés.
8. **Évaluer les compétences des agents de vulgarisation:** Pour assurer la formation continue des transformateurs aux normes de sécurité alimentaire, à la manutention et au respect de l'hygiène, les agents de vulgarisation du gouvernement doivent être eux-mêmes correctement formés et connaître parfaitement les normes internationales et nationales de sécurité alimentaire.
9. **Rendre la technologie plus abordable:** Certaines technologies de transformation améliorées se sont avérées inabordables pour les transformateurs qui sont d'ailleurs souvent des femmes. Des mesures politiques devraient être prises pour réduire le coût des technologies, encourager la fabrication locale, accompagner l'utilisation de matériaux de construction disponibles localement et faciliter l'accès au crédit.
10. **Augmenter les allocations budgétaires pour les organismes de certification:** Les gouvernements devraient augmenter les allocations budgétaires versées aux organismes de normalisation afin de faire appliquer efficacement les règles de sécurité alimentaire et d'améliorer la conformité tant pour l'exportation de poisson que pour sa consommation locale. Pour la pêche artisanale, les organismes de normalisation devraient pouvoir aider les opérateurs à obtenir les certifications nécessaires.
11. **Harmoniser la législation sur les normes:** Afin de rationaliser les inspections des installations de transformation et d'uniformiser les certifications, les gouvernements devraient harmoniser la législation et définir clairement les rôles respectifs des organismes chargés des normes internationales et nationales de sécurité alimentaire.
12. **Promouvoir des systèmes de certification alternatifs pour les artisans transformateurs:** Les processus de certification standard sont techniquement exigeants et coûteux. Il convient de rechercher des systèmes alternatifs, à condition qu'ils prennent en compte le niveau des opérateurs et s'y adaptent. Les normes doivent être suffisamment élevées pour se conformer aux exigences nationales mais elles doivent demeurer réalisables pour les transformateurs locaux sur le terrain. Ces pratiques ne doivent pas être considérées comme une réduction des normes mais plutôt comme l'application de solutions alternatives: l'utilisation d'équipements abordables qui restent conformes aux normes nationales en est un bon exemple.

## 5. Accès au financement

Tout au long de la chaîne de valeur, l'accès au financement constitue un élément essentiel pour les acteurs du secteur de la pêche artisanale. Ils ont en effet besoin de capitaux pour investir et de fonds de roulement pour la pêche, le débarquement, la transformation, la distribution, la valorisation et la commercialisation de leurs produits.

Ils sont pourtant confrontés à des difficultés profondément enracinées pour accéder au financement. L'intérêt des prêteurs est entravé par la faiblesse des retours sur investissement par rapport à ce que rapportent d'autres secteurs. La capacité d'investissement est faible et les actifs disponibles pouvant servir de garantie sont limités. Pour les femmes, les problèmes d'exclusion sociale et d'accès au crédit sont exacerbés par le manque d'actifs pouvant servir de garantie pour les prêts. En outre, la structure institutionnelle et le déficit de capacité organisationnelle des communautés de pêcheurs concourent à la faiblesse de l'offre de crédit. La dispersion géographique des communautés côtières et la nature migratoire de certaines parties prenantes posent également un problème aux institutions financières: portée réduite, coûts élevés de transaction pour l'octroi de crédits, problèmes de remboursement.

La médiocrité des cadres politiques et réglementaires se traduit par une application insuffisante de la réglementation et des contrats, ce qui rend parfois l'offre de crédit aux communautés de pêcheurs moins attrayante. D'un autre côté, le faible niveau d'alphabétisation des acteurs du secteur de la pêche artisanale ainsi que leur vulnérabilité aux risques (catastrophes naturelles, par exemple) rendent le secteur moins attractif pour les pourvoyeurs de microfinance et de crédit. Ces handicaps affectent davantage les femmes et réduit encore davantage leur accès au crédit.

Les Directives sur la pêche artisanale invitent les États à soutenir le développement de services appropriés pour les communautés d'artisans pêcheurs: systèmes d'épargne et de crédit, assurances et dispositions particulières destinées aux femmes pour leur garantir l'accès à ces services. En outre, la FAO a été invitée à élaborer des directives pour le développement de services de microfinance et de crédit (Grace et van Anrooy, 2019) visant à permettre aux exploitants de la pêche artisanale d'accéder plus facilement au financement. Bien que ces directives soient axées sur l'Asie, elles peuvent faire l'objet d'une application plus large au niveau mondial. Elles visent à:

- sensibiliser aux besoins des acteurs de la pêche artisanale en matière de services financiers pour qu'ils puissent accéder de façon plus durable et inclusive au financement;
- orienter les responsables politiques et les décideurs afin qu'ils facilitent l'accès des acteurs de la pêche aux services financiers et encouragent les investissements dans le secteur tout en renforçant la durabilité de la pêche et sa viabilité écologique et économique;
- renforcer les capacités des prestataires de services financiers, des organisations de pêcheurs, des ONG et des organismes publics pour qu'ils soient en mesure de concevoir et de mettre en œuvre des services financiers adaptés aux communautés de pêcheurs artisanaux tout en renforçant leur protection sociale;
- promouvoir les incitations financières pour encourager et valoriser une pêche responsable et durable.

### 5.1 EXEMPLES DE MODÈLES DE FINANCEMENT

L'étude a identifié plusieurs modèles de crédit pour la pêche artisanale. Ces exemples, qui peuvent inspirer d'autres initiatives, sont présentés succinctement ci-dessous.

Au Malawi, le gouvernement a mis en place des facilités de prêt pour soutenir différents secteurs de l'économie par le biais de plusieurs programmes, notamment le National Economic Empowerment Fund (NEEF) et le Agricultural Commercialization Programme (AgCOM). Le fonds AgCOM ne requiert que de faibles montants de garantie et gère un mécanisme de subvention de contrepartie dans lequel les demandeurs apportent 30 pour cent des fonds (10 pour cent en espèces et 20 pour cent en nature) tandis que le gouvernement prend en charge les 70 pour cent restants. Cette subvention ne doit pas être remboursée. Les subventions de contrepartie sont plafonnées à 2 500 USD par ménage producteur. Une coopérative de femmes a ainsi reçu un prêt de 40 000 USD qui a été utilisé pour acheter du matériel de transformation du poisson. Ce type de financement par subventions, auquel les bénéficiaires contribuent, constitue une bonne pratique: il permet d'atteindre des opérateurs de la pêche artisanale, notamment des femmes, qui peuvent être désavantagés en termes d'accès au crédit mais qui sont en mesure de fournir des contributions en nature.

Toujours au Malawi, la FDH Bank Limited et la NBS Bank se sont associées au projet Nsomba N'chuma pour accorder des prêts aux entreprises de transformation du poisson. Ces prêts sont destinés à soutenir l'adoption de technologies de transformation améliorées. La FDH Bank dispense également aux transformateurs une formation en gestion financière et commerciale avant le décaissement du prêt. Les emprunteurs versent un dépôt de 20 pour cent du montant demandé à titre de garantie. Les taux d'intérêt sont de 23,6 pour cent<sup>1</sup> par an mais, pour encourager leur participation, les femmes qui contractent un emprunt bénéficient d'une réduction supplémentaire de 2 pour cent par rapport aux hommes. Les emprunteurs peuvent exiger que les remboursements coïncident avec les mois de pleine production mais ils doivent rembourser la totalité du prêt dans les 12 mois. Ce système améliore l'accès des femmes au crédit. Le volet formation pour l'acquisition de compétences en matière de gestion financière et commerciale contribue à améliorer la viabilité des entreprises et leur capacité à rembourser les prêts. Au Sénégal, le financement est assuré par les sociétés de crédit et d'épargne décrites dans l'encadré 3.

Les banques villageoises et les associations rurales d'épargne et de crédit constituent également une source importante de financement au Malawi. Le montant des prêts varie généralement entre 25 et 60 USD. De tels montants ne peuvent pas couvrir le coût d'investissement des technologies améliorées de transformation et les taux d'intérêt des prêts de ces associations rurales sont également très élevés (20 pour cent par mois). Pourtant malgré des taux élevés ces prêts restent avantageux pour les membres des associations rurales qui peuvent bénéficier des intérêts accumulés à la fin du cycle d'épargne. Ces associations facilitent l'accès au crédit sans trop de procédures et d'exigences, permettant aux emprunteurs de bénéficier des intérêts de leur propre épargne. Cela rend les associations rurales attractives pour les petits exploitants. En République-Unie de Tanzanie, la banque communautaire de village (VICOBA) est une forme populaire de microfinance, décrite dans l'encadré 4.

---

<sup>1</sup> Les taux d'intérêt varient chaque année ou en cours d'année. Par conséquent, les taux cités ici et dans l'ensemble de ce document ne concernent que la période de rédaction du document.

### Encadré 3. Exemple de systèmes de microfinancement dans le secteur de la pêche au Sénégal

Au Sénégal, la Société de crédit et d'épargne pour le développement de la pêche (MECPROPARG) à Kayar et la Société de crédit et d'épargne pour la promotion de la pêche (MECPROPEM) à Mbour sont des structures de financement locales qui ciblent les acteurs de la pêche (pêcheurs, mareyeurs, transformateurs), les petits entrepreneurs et les agriculteurs afin d'améliorer le fonctionnement des entreprises et les moyens de subsistance. Les prêts sont généralement utilisés pour l'achat de bateaux de pêche, de moteurs, d'engins et d'équipements ainsi que de matières premières pour la transformation du poisson. MECPROPARG a été créé en 2007 par le WWF grâce à une subvention non remboursable d'environ 18 000 USD, tandis que MECPROPEM a été créé en 1999 avec le soutien de l'ADPES en partenariat avec FENAGIE Pêche grâce à une subvention d'environ 28 000 USD. MECPROPARG et MECPROPEM fonctionnent actuellement grâce aux fonds provenant de l'épargne des membres et de prêts obtenus de la part d'autres partenaires financiers. La valeur du fonds de MECPROPARG était d'environ 1 million de USD en 2020, avec une clientèle de 3 024 membres, tandis que celle de MECPROPEM était d'environ 500 000 USD, avec une clientèle de 1 637 membres.

Lorsque les prêts sont très élevés, les taux d'intérêt de MECPROPARG sont abaissés à 12,84 pour cent mais lorsque les montants sont bas, l'intérêt est porté à 14,88 pour cent. Cette société dispose de gestionnaires de crédits qui suivent les emprunteurs pour s'assurer que les prêts sont utilisés aux fins prévues, leur rappeler les dates de remboursement et aider au recouvrement des paiements en souffrance. Le taux de remboursement de MECPROPARG est de 88 pour cent, tandis que celui de MECPROPEM est de 91 pour cent. Cependant, dans le secteur de la pêche, les retards de remboursement constatés étaient dus à la baisse des prises. MECPROPARG et MECPROPEM attribuent leur succès à une bonne gouvernance: la direction est élue démocratiquement et agit de manière transparente par le biais d'organes créés pour fournir des conseils, une direction et un contrôle. Parmi leurs réalisations, on peut citer: l'augmentation de la culture de l'épargne pour faire face aux périodes de réduction des captures; l'accès au financement favorisé en raison de la proximité; l'augmentation du taux d'utilisation des services bancaires; et le soutien aux programmes éducatifs, sociaux et environnementaux.

### Encadré 4. Exemple de systèmes d'épargne et de crédit villageois en République-Unie de Tanzanie

En République-Unie de Tanzanie, la Banque communautaire villageoise (VICOPA) est un type de programme de microfinance important: il est modelé sur les associations rurales d'épargne et de crédit et développé par la Social and Economic Development Initiative of Tanzania (SEDI), la Conférence mondiale des religions pour la paix (WCRP) et CARE international en 2002. Dans les zones côtières, VICOPA a été lancée par le WWF, Wanawake na Maendeleo (WAMA) et la Fondation Aga-Khan. Chaque VICOPA compte de 25 à 30 membres dont 80 pour cent de femmes. Il s'agit essentiellement de personnes à faible revenu et souvent semi-analphabètes. Les frais d'adhésion à une VICOPA varient entre 1 et 4 USD qui se traduisent en parts sociales. Les membres possèdent généralement de 1 à 5 parts. Le montant prêté est le plus souvent égal ou inférieur à l'épargne du demandeur pour des montants qui se situent entre 40 et 1 300 USD avec une période de remboursement de 2 à 3 mois. Pour la plupart des VICOPA, la valeur du fonds se situe entre 13 000 et 43 000 USD. Du fait des revenus erratiques de la pêche, la majorité des VICOPA facturent des taux d'intérêt faibles (environ 5 pour cent comparés aux 17 pour cent – 23 pour cent des institutions financières conventionnelles). Il est intéressant de noter qu'aucun intérêt n'est perçu sur les prêts regardant les études (frais de scolarité) et la santé (frais médicaux). Les VICOPA organisent également des réunions hebdomadaires des membres pour recevoir les remboursements, offrir des prêts et mettre à jour les dossiers.

## 5.2 ORIENTATIONS NORMATIVES ET RECOMMANDATIONS SUR L'ACCÈS AU FINANCEMENT

1. **Élaborer des programmes de formation appropriés:** Les établissements de microfinance doivent proposer aux emprunteurs des programmes de formation sur les processus de demande de prêt et de services mais aussi plus globalement sur la gestion financière et commerciale. Ce type de formation vise à améliorer les performances des entreprises et donc à dégager des flux de trésorerie suffisants pour permettre le remboursement des prêts en temps voulu.
2. **Établir des mécanismes de suivi des emprunteurs:** La présence de gestionnaires de crédits qui effectuent des visites fréquentes aux emprunteurs réduit les défauts de paiement. Les institutions de microfinance qui disposent de tels agents sur le terrain empêchent que les prêts ne soient détournés des objectifs visés, rappellent aux preneurs de crédit les dates de remboursement et contribuent à l'identification des besoins de formation.
3. **Mettre en place des groupes de garantie:** Les structures de financement devraient intégrer des groupes de garantie dont les membres apportent des garanties collectives par le biais de leurs propres actions et épargnes. Les structures de financement qui utilisent ce type de modèle ont un faible taux de non remboursement car les pairs font pression sur les emprunteurs pour qu'ils remboursent. Les individus organisés en groupes ou en coopératives sont également capables de surmonter le défi des faibles montants de prêts: ils mutualisent en effet leurs montants individuels pour répondre à des besoins d'investissement plus importants en capital.
4. **Élaborer des instruments de financement variés et appropriés:** Les structures de financement doivent mettre au point des produits variés pour couvrir tous les types de besoins en tenant compte des investissements caractéristiques de chaque domaine d'activité. Cette adaptation des instruments financiers est particulièrement importante en cas d'investissements lourds, concernant par exemple l'amélioration des technologies de transformation, qui peuvent coûter plus de 1 000 USD. La plupart des structures, s'agissant notamment des modèles basés sur les villages, n'accordent que de faibles prêts qui ne permettent pas de répondre aux besoins d'investissements importants.
5. **Évaluer les risques inhérents au secteur de la pêche artisanale:** Les parties prenantes de la pêche artisanale sont perçues par les institutions financières comme présentant un risque élevé. Il est donc essentiel d'apprécier ces risques et de les prendre en compte dans les instruments financiers. Différentes mesures peuvent être prises, notamment: la conception de produits innovants, la diversification des portefeuilles de prêts, la combinaison de garanties alternatives et complémentaires avec, si possible, des garanties de crédit susceptibles d'être soutenues par les gouvernements.
6. **Comprendre les besoins des opérateurs et concevoir des produits flexibles:** Le secteur de la pêche artisanale durable est intrinsèquement marqué par des flux erratiques de trésorerie et des fluctuations de rendements; le financement doit donc être adapté aux spécificités de chaque pêcherie et aux nœuds de la chaîne de valeur. Aucune pêcherie n'est semblable à une autre et par conséquent, les produits de prêt qui ne s'adaptent pas à cette réalité prennent le risque de taux de défaillance plus élevés. Les institutions financières privées et publiques doivent donc réaliser des recherches approfondies pour comprendre ces dynamiques et ces besoins différenciés. Face à la volatilité saisonnière, la flexibilité doit aussi faire partie de la stratégie. Cela peut inclure, entre autres dispositifs, l'adaptation des conditions de prêt à la dynamique saisonnière, le déboursement de fonds en fonction des pics saisonniers, l'élaboration de plans de remboursement en lien avec les différents profils et besoins.
7. **Concevoir un matériel de promotion approprié pour les formations et le marketing:** Un taux d'analphabétisme généralement élevé prévaut parmi les opérateurs de la pêche artisanale. Le matériel promotionnel de formation et de marketing doit donc refléter cette réalité. Cela peut permettre de démystifier les systèmes de financement et de gagner la confiance des bénéficiaires ciblés.



## 6. Conclusions

Les leçons tirées des initiatives réussies dans le secteur de la post-capture de la pêche artisanale éclaireront la conception et la mise en œuvre des futures interventions dans ce domaine. Les Directives sur la pêche artisanale contiennent des orientations politiques générales pour le développement des opérations de post-capture: transformation, commerce, rôle des femmes et fourniture de services. En utilisant les données secondaires disponibles et les enquêtes de terrain ciblées sur les interventions et les initiatives potentiellement réussies, cette étude a permis de faire des propositions spécifiques en matière d'infrastructures, de technologies, de valeur ajoutée et de services financiers dans le cadre des Directives sur la pêche artisanale.

Elle vise à promouvoir une approche multidisciplinaire et globale de la chaîne de valeur pour le développement de la pêche artisanale.





## Références

- Banque mondiale.** 2012. *Hidden Harvest: The Global Contribution of Capture Fisheries*. Washington, DC.
- Biswas, N.** 2018. *Pour l'équité hommes-femmes dans la gouvernance et le développement de la pêche artisanale – Guide. Pour appuyer la mise en œuvre des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte*. Rome, FAO.
- FAO.** 2015. *Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté*. Rome, Italie.
- FAO et World Fish Centre.** 2008. *Small-scale capture fisheries: A global overview with emphasis on developing countries*. Washington D.C. World Bank.
- Grace, L. et van Anrooy, R.** 2019. *Guidelines for micro-finance and credit services in support of small-scale fisheries in Asia – A handbook for finance and fisheries stakeholders. In support of the implementation of the Voluntary Guidelines for Securing Sustainable Small-Scale Fisheries in the Context of Food Security and Poverty Eradication*. Rome, FAO.

ISBN 978-92-5-135862-7 ISSN 2070-7045



9 789251 358627  
CB7918FR/1/03.22